

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2005 — 2399

[C — 2005/36129]

2 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement flamand désignant un ministre coordonnateur chargé de la politique flamande des seniors

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 30 avril 2004 encourageant une politique flamande inclusive des seniors et la participation des seniors à la politique, notamment l'article 5, § 1^{er}, et l'article 11, § 1^{er}, remplacé par le décret du 24 décembre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 août 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre flamand chargé de l'assistance aux personnes est désigné comme ministre coordonnateur chargé de la politique flamande des seniors.

Art. 2. L'article 5, § 1^{er}, du décret du 30 avril 2004 encourageant une politique flamande inclusive des seniors et la participation des seniors à la politique, produit ses effets le 1^{er} juillet 2005.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2005.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 septembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,

I. VERVOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2400

[2005/202502]

15 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à l'octroi d'une prime à l'intégration de l'e-business dans les petites et moyennes entreprises;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2005;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2005;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 9 septembre 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 2005;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 101, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du 20 décembre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie » sont insérés entre les mots « l'expansion économique » et « délégation est accordée »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« En outre, dans le cadre de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique modifiée par le décret du 25 juin 1992 et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le directeur général a délégué sans limitation quant au montant pour effectuer la liquidation des aides pour autant que les conditions prévues à celle-ci soient respectées. »

Art. 2. Dans l'article 102, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises » sont insérés entre les mots « modifiant cette loi » et « délégué est accordée ».

Art. 3. Un article 104bis, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III, chapitre 2, section 2 du même arrêté :

« Art. 104bis. Dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une prime aux entreprises qui créent un site e-business, délégué est accordée à l'inspecteur général de la Division des P.M.E. pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'inspecteur général, la délégué visée à l'alinéa 1^{er} est accordée au directeur de la Direction des P.M.E. ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, aux premiers attachés et attachés de la Direction des P.M.E. »

Art. 4. Un article 104ter, rédigé comme suit, est inséré dans le titre III, chapitre 2, section 2 du même arrêté :

« Art. 104ter. Dans le cadre du chapitre II, section 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, délégué est accordée au directeur général pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation de la prime à la qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, la délégué visée à l'alinéa 1^{er} est accordée à l'inspecteur général de la Division des P.M.E. ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, au directeur de la Direction des P.M.E.

En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires mentionnés à l'alinéa 2, la délégué visée à l'alinéa 1^{er} est accordée aux premiers attachés et attachés de la Direction des P.M.E. »

Art. 5. Dans l'article 105, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « et du chapitre II, section 4, de l'arrêté du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises » sont insérés entre les mots « du 25 juin 1992 » et « délégué est accordée ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de l'Economie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 septembre 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 2400

[2005/202502]

15 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de toekenning van een premie voor de invoering van e-business in de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2005;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 20 december 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2005;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 september 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 2005;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 101 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 1999 betreffende de opdracht van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van 20 december 2001, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen » ingevoegd tussen de woorden « economische expansie » en « een delegatie toegekend »;

2° lid 3 wordt vervangen door volgend lid :

« Bovendien wordt er in het kader van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, gewijzigd bij het decreet van 25 juni 1992, en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen aan de directeur-generaal een onbeperkte delegatie toegekend om tegemoetkomingen uit te betalen voorzover aan de daarvoor bepaalde voorwaarden wordt voldaan. »

Art. 2. In artikel 102, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « en van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen » ingevoegd tussen de woorden « tot wijziging van deze wet » en « aan de directeur-generaal ».

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 104bis ingevoegd in titel III, hoofdstuk 2, afdeling 2 van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Art. 104bis. In het kader van het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een premie aan de ondernemingen die een website voor e-business openen, wordt er een delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling K.M.O.'s om de beslissingen tot toekenning, weigering en uitbetaling van de premie te treffen.

In geval van afwezigheid of verhindering van de inspecteur-generaal wordt de delegatie bedoeld in lid 1 toegekend aan de directeur van de Directie K.M.O.'s of, indien laatstgenoemde afwezig of verhinderd is, aan de eerste attachés of attachés van de Directie K.M.O.'s ».

Art. 4. Er wordt een artikel 104ter ingevoegd in titel III, hoofdstuk 2, afdeling 2 van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Art. 104ter. In het kader van hoofdstuk II, afdeling 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt er aan directeur-generaal een delegatie toegekend om de beslissingen tot toekenning, weigering en uitbetaling van de kwaliteitspremie te treffen.

In geval van afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal wordt de delegatie bedoeld in lid 1 toegekend aan de inspecteur-generaal van de Afdeling K.M.O.'s of, indien laatstgenoemde afwezig of verhinderd is, aan de directeur van de Directie K.M.O.'s.

In geval van afwezigheid of verhindering van de ambtenaren bedoeld in lid 2 wordt de delegatie bedoeld in lid 1 toegekend aan de eerste attachés of attachés van de Directie K.M.O.'s. »

Art. 5. In artikel 105, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden « en van hoofdstuk II, afdeling 4, van het besluit van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine of middelgrote ondernemingen » ingevoegd tussen de woorden « van 25 juni 1992 » en « wordt er aan de directeur-generaal ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Economie zijn, elk wat hem betreft, bevoegd voor de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 september 2005.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie en Tewerkstelling,

J.-C. MARCOURT